

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 19 mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MINOTERIES DU CHATEAU**

Parc d'activités de la Querminais  
BP 3  
53500 Ernée

Références : 2025-243\_INSP\_MINOTERIES DU CHATEAU\_Ernée\_RAP  
Code AIOT : 0006304612

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2025 dans l'établissement MINOTERIES DU CHATEAU implanté RUE ZA HAINAUD QUERMINAIS PARC D ACTIVITES DE LA QUERMINAIS 3 53500 ERNEE. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MINOTERIES DU CHATEAU
- RUE ZA HAINAUD QUERMINAIS PARC D ACTIVITES DE LA QUERMINAIS 3 53500 ERNEE
- Code AIOT : 0006304612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Minoteries du Château exploite des moulins de blé pour fabrication de farines alimentaires ; les installations sont classées au titre des rubriques 3642-2 (régime autorisation) et 2160-2b (régime Déclaration Contrôle). Le site fait partie du groupe "Les moulins associés" et emploie 42 salariés sur site.

85 % de la production est destinée à l'industrie, 5% aux artisans, 5% aux GMS (Grandes et Moyennes Surfaces) et 5% aux franchisés.

### Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- IED-MTD
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Installations électriques Ecart E1-2021	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 36-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Poussières	Arrêté Ministériel du 27/01/2020, article 21-1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre incendie	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 43-1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 40	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Zonage ATEX - Constat R3 2021	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 36.2	Sans objet
5	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 57-2	Sans objet
6	Locaux administratifs	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 4-2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation électrique présente des risques d'incendie et d'explosions. Le service d'inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux de mise en conformité et de faire réaliser un nouveau contrôle des installations électriques.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 2			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
3642-2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour	450 t/j	A
2160-2-b	Silos et Installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations . b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal h 15 000 m <sup>3</sup>	7916 m <sup>3</sup>	D
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare que les travaux prévus suite au Porter à connaissance dont la version papier n°1 a été déposée en Préfecture en juillet 2022 et en version dématérialisée à la DREAL en novembre 2024, ont été réalisés en 2023- : 1- en augmentant le volume d'activité des rubriques existantes de l'Arrêté Préfectoral du 12/01/18 : <ul style="list-style-type: none"> <li>Rubrique 3642-2 : passage de 450t/j à 600 tonnes /j soit une augmentation de 150t/j. Le régime reste à Autorisation ;Rubrique 2160-2b : passage de 7916m<sup>3</sup> à 9146 m<sup>3</sup> soit une augmentation de 1230</li> <li>m<sup>3</sup>, le régime reste à Déclaration contrôle</li> </ul> 2- en créant de nouveaux locaux administratifs en dehors des zones d'effets dangereux pour l'homme. Pas de nouvelles rubriques créées.			

Le Porter à connaissance fera l'objet d'un rapport d'instruction ultérieur. L'exploitant est toutefois déjà invité à :

- développer son positionnement par rapport à l'article R-122-2 du Code de l'environnement ;
- justifier ses besoins en eaux en cas d'incendie ;
- Justifier le volume du bassin de rétention des eaux en cas d'incendie.

L'exploitant a également retourné des compléments au Dossier de réexamen du BREF FDM et rapport de base (mail du 02/12/24) : ces éléments ne feront pas l'objet d'une instruction complémentaire car le courrier DREAL du 12/11/24 a déjà acté que l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) était applicable aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées depuis le 4 décembre 2023 et que vos installations doivent désormais respecter ses prescriptions ; l'établissement reste à ce jour autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 janvier 2018.. La conformité sera examinée en inspection.

Par ailleurs, suite à l'augmentation de capacité de la rubrique 3642-2 l'exploitant est amené à se repositionner sur l'éventuel classement du magasin de stockage sous la rubrique 1510 en transmettant un état des stocks des matières combustibles : le magasin de stockage sert notamment à l'entreposage de produits finis (farine) en sacs, des conditionnements pour ensachage ; dans le dossier d'autorisation de 2017, le volume utile déclaré de l'entrepôt était 8 120 m<sup>3</sup> pour un stockage de matières combustibles de 418 t (Non classé).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est invité à justifier son éventuel classement au titre de la rubrique 1510 (Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts) et si besoin à régulariser sa situation administrative auprès de la préfecture.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Installations électriques Ecart E1-2021

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 36-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Installations électriques- vérifications périodiques "Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. [...]Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées. Un contrôle thermographique complète ces vérifications. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]"
<b>Constats :</b>  <i>Constats 2022 :</i> <i>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques du 19 novembre 2021. Ce rapport fait de nouveau état d'installations susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosions. Certains points ont déjà été signalés :</i> <i>- Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les sur-intensités</i> <i>- Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courants résiduels</i> <i>- Inadéquation des matériels de ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion.</i>  <b>Constats 2025 :</b> L'exploitant a transmis <ul style="list-style-type: none"><li>le rapport de vérifications électriques du 30/10/24 réalisé par SLP, celui-ci indique <b>34 non-conformités dont 15 déjà signalées</b>. Des annotations manuscrites (11) indiquent des corrections réalisées le 5/12/24 ou le 7/01/25 ; seule une porte sur une non-conformité indiquée dans le Q18 (n°24)</li><li>le rapport Q18 du 30/10/24 réalisé par SLP : il indique que la vérification est partielle en raison de l'absence de coupure totale autorisée. 5 non conformités sont indiquées <b>avec des dangers déjà signalés (2)</b>.</li></ul> <b>La conclusion du rapport Q18 est que « les installations sont susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosions » sur le dysfonctionnement des dispositifs différentiels et l'inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion (les constats étaient identiques lors de l'inspection de 2022)</b> <ul style="list-style-type: none"><li>le contrôle thermographie et rapport Q19 réalisé par SLP du 7/11/24 qui indique 5 anomalies (3 de priorité 1 à action immédiate et 2 de priorité 2 à action sous 2 mois) dont 3 déjà signalées. Ce contrôle est indiqué par la société SPL comme incomplet. Des annotations manuelles indiquent la correction des 5 anomalies mais n'indiquent pas clairement les actions correctives réalisées . Un contrôle par thermographie au droit des anomalies a été réalisé par le personnel de maintenance de la Minoterie du Château.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Il est attendu de la part de l'exploitant :

- La mise en œuvre des actions correctives sur les non-conformités et anomalies mises en évidence lors dans les rapports de vérifications électriques, Q18 et Q19 ;
- la transmission d'un **Q18 et- d'un Q19 conformes pour ce qui concerne les non-conformités et anomalies identifiées en 2024** en privilégiant une **vérification complète avec coupure totale pour l'année 2025.**

**Ces points font l'objet d'une proposition de mise en demeure auprès de la Préfète.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : Zonage ATEX - Constat R3 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 36.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ATEX
<b>Prescription contrôlée :</b>  36.2. Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion (étude ATEX) Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosibles soit de façon permanente ou semi-permanente soit de manière épisodique (faible fréquence et courte durée), les installations électriques sont réduites aux stricts besoins nécessaires et conformes a la réglementation en vigueur. Les canalisations électriques seront convenablement protégées contre toutes agressions. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des Installations électriques.
<b>Constats :</b>  Un plan de zonage ATEX a été transmis par mail du 22/04/25 et communiqué lors du contrôle vérification électrique 2024 : l'ensemble des étages est hors zone ATEX et l'intérieur du process est classé en zone 20.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



#### N° 4 : Poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 21-1		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<b>21-1</b>		
Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets canalisés dans l'air		
Paramètre	VLE en mg/Nm3	Fréquence de surveillance
Poussière	5	Une fois par an
<p>Arrêté Préfectoral 12/01/2018 :</p> <p>ARTICLE 24. <u>Propreté</u></p> <p>Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières</p> <p>ARTICLE 45. <u>Exploitation - Entretien :</u></p> <p>Les silos, bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont régulièrement débarrassés des poussières recouvrant le sol, les parois, les structures porteuses, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements.</p> <p>La quantité de poussières fines ne doit pas être supérieure à 50 g/m<sup>2</sup></p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles.</p> <p>Le nettoyage est, partout ou cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage doit présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé doit faire l'objet de consignes particulières.</p> <p>Les locaux et les silos doivent être débarrassés de tout matériel ou produit qui n'est pas nécessaire au fonctionnement de l'établissement, notamment les palettes, les sacs et autres matières Inflammables, les huiles et autres lubrifiants, etc.</p> <p>L'exploitant réalise à une fréquence trimestrielle un audit hygiène propreté de la totalité du site ; cet audit donne lieu à un rapport écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées,</p>		
<b>Constats :</b>		
<p>L'exploitant a remis par mail du 22/04/25 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le plan des émissaires (13 émissaires) ;</li><li>• Le rapport Apave du 16/09/24 sur les mesures des rejets atmosphériques : les relevés sont conformes pour les 13 émissaires (inférieurs à la VLE de 5 mg/m<sup>3</sup> ). L'inspection émet une remarque sur le cadre réglementaire : seul la VLE relative à l'arrêté préfectoral du 12/01/2018 est mentionnée (20 mg/m<sup>3</sup>). . Or, depuis le 4 décembre 2023, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27/01/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou</li></ul>		

3710 s'applique. Conformément au titre III, article 21.1, la VLE à considérer est donc égale à 5mg/Nm<sup>3</sup>;

- l'audit hygiène propreté du 27/03/25 : 9 écarts dans la partie Moulin et 8 écarts dans la partie magasin que l'exploitant déclare corrigés ;
- le plan de nettoyage de l'ensacheuse et du magasin (nommé QUAL INS 13) ainsi que l'enregistrement associé (nommé FOR 42 de janvier à avril 2025) : de manière générale, le suivi est régulier hormis le mois de janvier où la fréquence hebdomadaire n'est pas respectée (semaine 3 non enregistrée) ;
- le plan de nettoyage du moulin (nommé QUAL INS 25) ainsi que l'enregistrement associé (nommé FOR 11 de janvier 2025) : le suivi est régulier .

Lors l'inspection des locaux et des abords, le service d'IIC constate la propreté des locaux et des équipements.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fera le point avec l'organisme de contrôle sur le cadre réglementaire des rejets atmosphériques de poussières pour les VLE : Arrêté Ministériel du 27/01/2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique depuis le 4 décembre 2023 (Titre III, article 21.1 : VLE < 5mg/Nm<sup>3</sup>).

L'exploitant devra également s'assurer de la mise en œuvre effective du plan de nettoyage de ses installations, en veillant au respect des consignes et de la fréquence définie dans ce plan.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 57.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des Installations pour limiter la consommation en eau. La consommation maximale est de 29 m <sup>3</sup> /j ou 10 000 m <sup>3</sup> /an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait sa déclaration GERE 2024 pour une consommation d'eau de 7000 m <sup>3</sup> /an et a remis sa facture d'eau du 15/04/24 pour une consommation d'eau de 6977 m <sup>3</sup> du 28/02/23 au 06/03/24.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Locaux administratifs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Locaux administratifs
<b>Prescription contrôlée :</b>  4-2. Implantation de l'établissement [..] Les bureaux, c'est à dire les locaux abritant des personnes ne participant pas directement à l'exploitation, sont situés a une distance supérieure à 25 mètres des bâtiments de fabrication et de stockage. Cette disposition est mise en place dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'inspection a relevé que les nouveaux bureaux ainsi que l'atelier de formation Malicia sont construits à une distance supérieure de 25 mètres des bâtiments de fabrication et de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 43-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  43.1. Matériel de lutte contre l'incendie et réserve incendie L'installation doit être pourvue en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Leur nature et leur Implantation sont définies en liaison avec l'Inspection du travail, l'inspection des installations classées et les services d'incendie et de secours. Ces équipements sont, au minimum, constitués par <ul style="list-style-type: none"><li>• Des extincteurs répartis suivant une norme reconnue, à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et des lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et leurs emplacements signalés ;</li><li>• [...] </li><li>• Une réserve Incendie de 240 m<sup>3</sup> ; l'aménagement de l'accès à l'eau est validé par le Service Départemental d'incendie et de secours.</li><li>• Des exutoires de fumées sont disposés en toiture de l'usine et des magasins sacs, de même qu'en toiture de la cage d'escalier.</li><li>• Un dispositif d'extinction automatique couplé à une détection incendie est en place dans les locaux électriques des batteries de condensateurs.</li></ul> Les Installations de protection contre l'incendie, notamment celles mentionnées ci-avant, doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques et au moins annuelles par un technicien qualifié.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis <ul style="list-style-type: none"><li>• le rapport Q4 de la société Scutum du 23/04/25 (transmis par mail du 25/04/25) : celui-ci indique que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel Apsad R4 ;</li><li>• Le COMPTE RENDU DE VERIFICATION S506784 de la société Scutum du 10/10/2024 sur les colonnes sèches : aucune observation n'est indiquée (transmis par mail du 29/04/25), il n'est pas précisé l'état de conformité ou non-conformité de l'installation ;</li><li>• Le COMPTE RENDU DE VERIFICATION S520087 de la société Scutum du 16/10/2024 sur le désenfumage (transmis par mail du 29/04/25) : des observations sont formulées, mais leur manque de clarté ne permet pas à l'inspection de déterminer clairement leur caractère conforme ou non conforme ;</li><li>• le rapport intervention DEF OUEST détection incendie du 22/04/25 (transmis par mail du 29/04/25) ; le rapport indique que le certificat Q7 a été délivré ; celui-ci n'a pas été transmis par l'exploitant.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  il est attendu de la part de l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>• la transmission du certificat Q7 ;</li><li>• les conclusions des vérifications précisant clairement l'état de conformité de toutes les</li></ul>

installations de protection contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Permis de feu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux de réparation ou d'aménagement, sortant du domaine courant et nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude, ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de feu" dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.</p> <p>Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant, et jointe au permis de feu.</p> <p>Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Lorsque des travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être à l'arrêt et avoir été débarrassée de toutes poussières.</p> <p>Après la fin des travaux, une vérification de fin de travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant ; puis, une ou plusieurs vérifications sont effectuées pendant les heures qui suivent à un rythme et sur une durée déterminée par l'exploitant en fonction des risques ; le permis de feu prévoit explicitement les modalités de la surveillance.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a contrôlé le registre des permis de feu archivés.</p> <p>L'inspection émet des remarques:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les permis de feu sont établis pour plusieurs jours (du 18 au 20/03, du 02/12/24 au 5/12/24, du 25 au 29/11/24). Ces permis n'indiquent pas si une vérification a été réalisée à l'issue de chaque journée. De plus, ces permis ne précisent pas la date et l'heure des vérifications et si une vérification est réalisée 2 h après la fin des travaux. Pour rappel, le guide de l'état de l'art sur les silos indique <i>"Le permis de feu est établi pour une unité de temps, de lieu et de tâche. En particulier, le permis de feu ne doit pas dépasser la demi-journée pour une tâche donnée et un lieu donné lorsque le site est en exploitation ; une journée lors d'un arrêt total et enfin une semaine peut être envisagée s'il y a arrêt total d'exploitation, stockage vide et zone sécurisée (nettoyage complet). Le permis de feu doit être renouvelé aussi souvent que nécessaire."</i></li><li>• l'absence de liste nominative des personnes autorisées à remplir les permis de feu : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant déclare oralement que ces personnes autorisées à remplir les permis de feu sont les 2 techniciens de maintenance dont il a transmis par mail du 29/04/25 les habilitations électriques valides jusqu'au 30/06/25 et 10/10/26 ;</li><li>• Les surveillances de sécurité 2 h après les travaux ne sont pas formalisées (Permis de feu du 18/03 au 20/03).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois